

## Comment l'histoire fait-elle l'historien ?

Antoine Prost

### Résumé

Voici le texte de la dernière leçon que professa Antoine Prost devant ses étudiants de Sorbonne, en 1998. Autrement dit, sa « dernière classe », comme dans Alphonse Daudet, mais en conclusion et prolongement de ses Douze Leçons sur l'histoire. L'analyse distingue l'histoire comme consentement au temps, l'histoire école de civisme, l'histoire comme construction de l'historien. En filiation, séculaire et si française, avec Charles Seignobos et Lucien Febvre.

### Abstract

How Does History Make the Historian ?

Here is the text of Antoine Prost's last lesson to his Sorbonne students in 1998. Otherwise known as his "last class", as in Alphonse Daudet, but in conclusion and prolongation of his Douze Leçons sur l'histoire. The analysis describes history as consent to time, a school of civism, a construction of the historian. Secular and so French, related to Charles Seignobos and Lucien Febvre.

---

### Citer ce document / Cite this document :

Prost Antoine. Comment l'histoire fait-elle l'historien ?. In: Vingtème Siècle, revue d'histoire, n°65, janvier-mars 2000. pp. 3-12;

doi : <https://doi.org/10.3406/xxs.2000.2868>

[https://www.persee.fr/doc/xxs\\_0294-1759\\_2000\\_num\\_65\\_1\\_2868](https://www.persee.fr/doc/xxs_0294-1759_2000_num_65_1_2868)

---

Fichier pdf généré le 04/01/2022

# COMMENT L'HISTOIRE FAIT-ELLE L'HISTORIEN ?

Antoine Prost

Voici le texte de la dernière leçon que professa Antoine Prost devant ses étudiants de Sorbonne, en 1998. Autrement dit, sa « dernière classe », comme dans Alphonse Daudet, mais en conclusion et prolongement de ses *Douze Leçons sur l'histoire*. Ici, pas de provinces perdues ni de revanche, pas d'ego-histoire : seules la rigueur, l'ardeur et la générosité d'un historien exceptionnel.

○ L'HISTOIRE, CONSENTEMENT AU TEMPS

## *Une structuration de la temporalité*

La première leçon de l'histoire, celle que les historiens apprennent sans même s'en rendre compte, c'est que les choses ont un début, un milieu et une fin. Elles s'inscrivent dans une trajectoire temporelle qui n'a certes pas la régularité du métronome ou de l'horloge, qui s'accélère à certains moments et se ralentit au point de paraître immobile à d'autres, mais qui assure une continuité du passé au futur. L'historien se meut comme naturellement dans une temporalité qu'il découpe en périodes, qu'il remonte et qu'il descend à sa guise : le temps, comme continuité, de rythme inégal, mais inexorable ; le temps, qu'on ne peut ni arrêter ni retourner ni devancer. L'historien sait qu'il existe des moments opportuns, et d'autres qui le sont moins, qu'il ne sert à rien d'avoir raison trop tôt et qu'une fois le moment passé, les occasions perdues ne se représentent pas.

Le comportement des étudiants en mai-juin 1968 manifeste, sur ce point, l'originalité des historiens. Les assemblées générales étaient organisées par grandes disciplines. Les historiens savaient, sans qu'on le leur explique, que les révolutions ont toujours une fin, que l'ordre finit toujours par revenir, sous une forme parfois inédite, mais qui s'impose, et que tous les « événements » s'inscrivent dans une trajectoire au déroulement implacable. Ils se sont donc très tôt préoccupés de réorganiser leurs études et leurs examens, comme leurs structures internes, avec

creative commons  
BY: Persée

Cette leçon est pour vous la dernière de l'année. Pour moi, c'est en outre la dernière de ma carrière. Cela justifie une réflexion un peu différente, d'ordre épistémologique, qui porte sur le métier d'historien, plutôt que sur le sujet de l'année. Je voudrais, en cette circonstance, aborder la question de la culture professionnelle de l'historien. Tout métier finit par marquer de son empreinte celui qui l'exerce. L'histoire est un métier assez prenant pour qu'il ne soit pas déplacé de poser la question de son empreinte sur l'historien ? En quoi le fait de se consacrer à l'histoire finit-il par façonner, par modeler la façon de voir, la manière d'être, la personnalité de l'historien ? Comment l'histoire fait-elle l'historien ?

Je m'efforcerai de répondre à cette question sur le mode de l'analyse réflexive plutôt que du témoignage. La question ne vaut, en effet, que par sa généralité et c'est sous cet angle que je l'aborderai.

l'idée simple mais robuste de profiter du moment où le rapport de force leur était favorable afin de capitaliser le plus de réformes possible et de créer de l'irréversible pour le jour inévitable où la police ferait évacuer la Sorbonne. Les littéraires et les philosophes trouvaient cette attitude trop raisonnable, petite-bourgeoise en somme, et ils refusaient de s'interroger sur des lendemains qu'ils espéraient encore très lointains et dont ils voulaient attendre l'impossible.

La pratique du métier implique cette structuration du temps comme continuité, qui est la temporalité même du récit. Elle oblige l'historien à une sorte de consentement au temps. Il sait que le passé ne revient jamais et que l'histoire ne se répète pas, même si parfois elle bégaye : cela lui enseigne la vanité des nostalgies et des regrets. Il sait que le présent passe irrémédiablement et il en tire la conviction qu'il est inutile de chercher à l'empêcher de changer, même si certains, parfois, peuvent orienter ce changement. Cette temporalité, en effet, est aussi celle du projet, et singulièrement du projet collectif, de la vie politique. En inscrivant le présent dans la suite du passé, elle appelle à rechercher simultanément dans ce présent les prémices d'un avenir dont la trajectoire doit être identifiable, au moins dans ses grandes lignes. La compréhension du présent par l'histoire, préambule d'une proposition pour le futur...

Cette temporalité du récit et du projet est aujourd'hui en conflit avec une forme nouvelle de temporalité qui construit le temps comme une succession de moments discontinus, dont chacun doit être apprécié, savouré ou critiqué dans ses particularités propres, et non replacé dans une continuité que l'on dénonce comme fictive.

J'ai pour ma part constaté les premières manifestations de cette temporalité discontinue lors de la grève de 1976. Ce fut une grève très longue et très dure, qui ne

s'arrêta que devant la menace de supprimer les examens. Après quinze jours de grève, aucun dénouement n'étant en vue, dans une discussion avec des étudiants, je leur posai la question du terme. Où voulaient-ils parvenir ? Que voulaient-ils conquérir ou gagner ? La question fut refusée, au nom de la force créatrice de chaque journée nouvelle. Si nous nous étions posé cette question, répondirent-ils en substance, notre mouvement ne se serait pas développé comme il l'a fait. Il faut poser chaque jour les problèmes du jour, et non ceux du lendemain, c'est la meilleure façon de mener notre action...

Le passage d'une temporalité continue à une temporalité discontinue est lui-même un phénomène historique de première importance, car il affecte l'un des cadres qui structurent notre expérience collective. Les modes de vie, les sentiments, les discours triviaux ou savants dépendent, pour une part, de la façon dont nous nous représentons le temps. Il y a là ce que Michel Foucault aurait appelé un socle épistémologique. Si l'on ne prend pas en compte l'émergence d'une temporalité discontinue, on ne comprend pas ce qu'ont en commun, qui les rapproche et explique leur simultanéité, des évolutions aussi différentes que la crise du mariage et celle de l'engagement politique. L'ébranlement de la temporalité du projet rend difficiles les grands desseins.

Est-ce à dire que l'histoire soit elle-même compromise ? Non sans doute, comme discipline savante. Assurément en revanche, dans sa signification comme dans son rôle pour la société.

#### *Devoir d'histoire*

On ne prend pas assez garde, en effet, aux visages nouveaux de l'histoire. Nos contemporains invoquent à tout propos un « devoir de mémoire » qui peut passer pour un triomphe de l'histoire. Sans cesse sollicités pour des commémorations multiples, les historiens en retirent parfois le

sentiment flatteur d'une plus grande utilité sociale, d'une importance et d'un prestige accrus. Jamais, semble-t-il, la demande d'histoire n'a été aussi forte.

Il s'en faut pourtant de beaucoup que la demande de mémoire soit une demande d'histoire. Pour quatre raisons.

La demande de mémoire porte d'abord toujours sur un fait précis, un événement. Quelque chose s'est passé, dont le souvenir doit rester vivant. C'est aujourd'hui l'édit de Nantes, c'était hier le baptême de Clovis ou l'anniversaire des Capétiens, etc. Le devoir de mémoire extrait toujours ce qu'il veut faire retenir du contexte plus large où il aurait risqué de se dissoudre, il l'isole pour mieux le mettre en évidence. L'historien, requis par la société pour cette œuvre commémorative, s'efforce, au contraire, de situer l'événement commémoré dans une trame historique plus large, précisément pour le rendre intelligible. Il lutte contre la clôture commémorative en entreprenant de raconter une histoire. Au risque de décevoir ou d'irriter. Mais c'est sans gravité, car ce qu'il dit compte moins que sa participation : sa présence atteste la légitimité de la commémoration quand bien même ses commentaires en saperaient la justification. S'affirme ainsi dans notre société, par la succession des commémorations, une représentation du passé faite de moments, de faits privilégiés, comme autant de flashes qui jalonnent une évolution dépourvue de sens par sa discontinuité même. L'addition des devoirs de mémoire ne conduit pas à l'histoire, elle la désagrège.

En second lieu, le devoir de mémoire semble proscrire l'oubli. Il n'est pas un événement, même minime, dont on ne puisse décréter qu'il soit nécessaire de sauver le souvenir. Or une juxtaposition de faits remémorés ne constitue pas plus une histoire qu'une collection de timbres-poste une géographie. L'histoire est construction d'un récit qui donne cohérence aux faits dans leur enchaînement, et par là

crée du sens, de l'intelligibilité. Le devoir de mémoire conduit soit à l'accumulation de références juxtaposées comme des mots extraits d'un dictionnaire sans qu'on en ait fait des phrases, soit à l'entassement interminable et impossible du passé tout entier. L'histoire, au contraire, écrit Lucien Febvre dans un texte célèbre, est appel à « ne pas se laisser écraser par cette accumulation inhumaine de faits hérités. Par cette pression irrésistible des morts écrasant les vivants – laminant sous leur poids la mince couche du présent jusqu'à lui enlever toute force de résistance ». C'est « un moyen d'organiser le passé pour l'empêcher de trop peser sur les épaules des hommes »<sup>1</sup>. Elle interroge la mort en fonction de la vie. Dans ces réorganisations successives, certains faits passent au second plan, certains événements sont écartés : l'histoire aménage l'oubli, sélectif mais inéluctable.

Troisième contradiction : celle du cœur et de la raison. La demande de mémoire comporte toujours une dimension affective : ce qui s'est passé, dont mémoire doit être gardée, est souvent une épreuve, un drame, une tragédie. Les cicatrices ne sont pas totalement refermées et la blessure reste vive. Évoquer alors un devoir de mémoire, c'est inviter la collectivité tout entière à partager une indignation, une révolte ou un deuil, et à les transformer en résolution. Dans d'autres cas – je pense aux innombrables manifestations locales dont le bicentenaire de la Révolution a été l'occasion –, c'est une invitation plus sereine à se pencher sur le passé, mais elle n'est pas exempte de cet attendrissement nostalgique qu'on éprouve en feuilletant un album de photos de famille. Une certaine émotion est alors requise. L'histoire, elle, est du côté de la connaissance, du savoir ; elle est mise à distance, rationalisation, volonté de comprendre et d'expli-

1. Lucien Febvre, « Vers une autre histoire », *Combats pour l'histoire*, Paris, Armand Colin, 1953, p. 437.

quer. Ce qui n'est pas toujours compatible avec la mémoire vive.

L'affaire Lewis en est un bon exemple. Professeur à Princeton, Bernard Lewis est un historien du Proche-Orient de réputation mondiale. Dans une déclaration au *Monde*, il contesta l'emploi du terme « génocide » pour désigner le massacre d'au moins 600 000 Arméniens par les Turcs en 1915-1916. Il ne s'agissait pas là d'un négationnisme, car il ne mettait nullement en question la réalité de ce massacre ni son caractère de masse ; la discussion portait sur le terme de « génocide ». Pour Lewis, ce terme impliquait une décision délibérée d'anéantir le peuple arménien comme tel, décision qui ne lui paraissait pas établie par les documents. On peut juger cette définition du terme « génocide » pertinente ou trop rigoureuse, c'est un autre débat. L'intéressant, pour notre propos, est que la déclaration de Bernard Lewis fut ressentie comme un affront par les associations arméniennes qui l'attaquèrent en justice pour « faute génératrice d'une atteinte très grave au souvenir fidèle, au respect et à la compassion dus aux survivants et à leurs familles ». Lewis fut condamné. Le devoir de mémoire entre ici en conflit avec le travail de l'histoire : à certains moments, et dans certaines circonstances, tout se passe comme si la condamnation d'un fait interdisait sa discussion. Tant les exigences de la raison et de la connaissance sont difficiles à concilier avec celles du jugement moral et du cœur.

On touche ici la dernière contradiction : celle du particulier et de l'universel. Le devoir de mémoire coïncide généralement avec une affirmation identitaire ; il vise un événement considéré comme fondateur par un groupe. Par là, il exclut potentiellement ceux qu'il ne concerne pas directement. À l'horizon du devoir de mémoire, s'esquisse la possibilité d'un repli du groupe sur lui-même, avec l'interdiction faite aux autres d'exprimer autre chose qu'un acquiescement, voire l'affirmation

qu'il est impossible aux autres d'entrer dans cette mémoire : « Vous n'êtes pas ceci ou cela, donc vous ne pouvez pas comprendre. »

Cette tendance n'est pas seulement logiquement contradictoire avec le devoir de mémoire lui-même, qui postule la compréhension possible d'un passé pour des hommes présents, d'autant plus différents que ce passé s'éloigne. Elle me paraît grosse de dangers pour la cohésion sociale. Avant d'applaudir à tous les efforts pour cultiver les identités particulières – et le devoir de mémoire en est l'une des composantes principales –, il conviendrait de réfléchir à la signification de ces identités. Nous parlons de nos racines et de nos valeurs. Mais passer des racines aux valeurs est une monstruosité logique. Les racines sont particulières, mais les valeurs sont universelles, ou elles ne sont pas valeurs. Elles sont ces idéaux autour desquels l'ensemble de l'humanité peut se rassembler et trouver son unité. Accoler un possessif « mes », « nos », « vos », « leurs » au terme « valeurs » est un abus de langage et suffit à démontrer que ce dont on parle n'est précisément pas une valeur... Je songe ici à l'incroyable défense d'un bizutage dégradant et attentatoire à la dignité humaine par les anciens Quatzarts au nom de « leurs valeurs » ! Au nom des prétendues « valeurs » d'un groupe, c'est-à-dire de ce qui le particularise, on prétend justifier des atteintes inadmissibles à la dignité des personnes. Ces facilités de langage conduisent à des expressions stupéfiantes ; j'ai trouvé un jour, dans un manuscrit, l'expression « les valeurs du nazisme (nationalisme, antisémitisme) », alors que l'auteur déniait clairement toute valeur au nazisme. Ailleurs, au nom des « valeurs » identitaires ou historiques d'un groupe, on appelle à la guerre civile et à la purification ethnique. De ce point de vue, le recours identitaire à la mémoire, à une mémoire meurtrie, blessée, est lourd de divisions durables. Le

triangle violet des départements annexés, qui écornait l'angle nord-est de l'Hexagone sur les cartes de l'école républicaine, a préparé l'Ossuaire de Douaumont...

## O L'HISTOIRE, ÉCOLE DE CIVISME

### *Causes et conditions*

L'histoire ne consiste pas à cultiver le souvenir d'un passé lourd de ressentiments ou d'identités qui séparent irrémédiablement ; elle est effort pour comprendre ce qui s'est passé, et pourquoi cela s'est passé. Elle est du côté de la recherche des explications ; elle cherche à identifier les causes et les conséquences, et pour ce faire, elle embrasse nécessairement un temps plus long que celui de l'événement.

Cette recherche est plus facile si l'historien descend le temps et s'il s'interroge sur les conséquences plutôt que sur les causes. Un événement étant posé, on peut en identifier les conséquences : on le voit bien, quels que soient les événements considérés. Qu'il s'agisse de la création des chemins de fer au 19<sup>e</sup> siècle, de la guerre de 1914, ou d'une élection, il est relativement facile aux historiens d'en décrire les conséquences. Au vrai, ces « événements » ont été érigés en événement « historiques » précisément en raison de leur fécondité, et les historiens qui viennent après qu'ils se sont produits bénéficient d'une position privilégiée qui leur facilite la tâche.

Il est plus difficile de remonter le temps, et d'identifier les causes d'un événement. Je prendrai l'exemple de 1968. L'historien s'efforce de hiérarchiser les causes de ces événements, et il distingue d'ordinaire des causes profondes et des causes immédiates. Parmi les causes profondes, il signale les progrès de la scolarisation qui ont entraîné une croissance massive du nombre d'étudiants en quelques années ; le développement de mouvements contestataires anarchistes et marxistes, liés aux luttes d'indépendance nationale dans le

Tiers Monde et à la guerre du Vietnam ; la persistance d'un style de gouvernement très marqué par la tradition autoritaire de l'administration et la faiblesse de l'opposition, et qui contraste avec la libéralisation récente des pratiques éducatives, etc. Il est clair que si ces éléments n'avaient pas été réunis, l'explosion de 1968 n'aurait pu se produire.

Pourtant, ils ne constituent que les conditions de possibilité de l'explosion elle-même ; ils n'expliquent pas pourquoi elle s'est produite et ils ne la rendaient pas inévitable. Pour l'expliquer, il faut des causes plus immédiates, que l'historien identifie, d'une part, dans la réforme des études supérieures de 1966, qui engendre des tensions fortes dans l'Université, avec des difficultés imminentes pour faire passer les examens en juin, et la décision annoncée d'une sélection à la rentrée 1968, d'autre part, dans le comportement des autorités universitaires face à la contestation nanterroise et plus particulièrement dans leur comportement à la Sorbonne le 3 mai. C'est, en quelque sorte, l'étincelle qui met le feu aux poudres, pour reprendre une comparaison déjà formulée par Seignobos en 1901, par Simiand en 1903, et par Marc Bloch dans son *Apologie pour l'histoire*.

Pour expliquer l'histoire, l'historien est ainsi conduit à identifier des causes et conditions multiples, à les hiérarchiser, à les soupeser en quelque sorte. Sa logique est rarement linéaire ; le plus souvent, elle entrecroise des séries différentes, aux temporalités inégales. L'habitude professionnelle de cette démarche a-t-elle, pour l'historien, des conséquences ? Quelle en est la portée existentielle ?

### *La responsabilité sous contrainte*

À l'examiner plus attentivement, la pesée des causes, qui est le quotidien du métier d'historien, s'ordonne souvent en fonction d'un critère décisif : la prise que les acteurs peuvent avoir sur les situations.

À l'une des extrémités de cette hiérarchie, les tendances lourdes, les facteurs massifs, ceux auxquels les acteurs ne peuvent rien, qu'ils subissent sans pouvoir les infléchir. À l'autre extrémité, ceux qui dépendent directement de leur intervention. D'un côté, les contraintes, de l'autre la décision. Entre les deux, un continuum où les acteurs individuels composent au sein de collectifs, où leur intervention passe par des médiations complexes, avec des inerties, des pesanteurs et des effets pervers. Si l'on reprend l'exemple des manifestations de 1968, il est clair que ni les autorités ni les leaders du mouvement n'étaient vraiment en mesure de peser sur l'ampleur de la mobilisation étudiante, sinon indirectement, et par l'intermédiaire de relais politiques, syndicaux, médiatiques, qui conservaient leur autonomie ; la difficulté principale du gouvernement a été précisément de trouver un moyen d'infléchir l'opinion publique et de la retourner en sa faveur, ce à quoi il parviendra finalement, avec la dramatisation de la disparition du général de Gaulle. En revanche, si les affrontements parisiens n'ont fait qu'une victime, on le doit clairement au préfet de police, Maurice Grimaud, et aux consignes qu'il a données aux forces de police placées sous ses ordres.

L'historien ne peut évidemment fonder son explication exclusivement sur les tendances lourdes ou sur les interventions des acteurs ; il est obligé de croiser les unes avec les autres et de démêler, autant qu'il le peut, leurs imbrications réciproques. C'est dire qu'il construit un univers de responsabilités sous contraintes, d'où la fatalité est exclue, mais où la liberté n'est jamais entière.

Suivant le type d'histoire qu'ils font, les historiens sont plus sensibles au poids des contraintes ou au rôle des acteurs. L'histoire économique ou sociale est plutôt du côté des contraintes. Dans l'analyse des crises, des grandes mutations comme l'industrialisation ou l'urbanisation, voire

des courants de pensée comme les Lumières, elle met l'accent sur la logique des évolutions, sur la force des choses. De son point de vue, la marge d'initiative des acteurs apparaît en grande partie illusoire : ils sont comme des rameurs qui descendent un fleuve sur un radeau et se félicitent de l'efficacité de leurs coups de rame, alors qu'ils seraient bien en peine de remonter le courant. Et pourtant, il n'est pas inutile qu'ils rament pour éviter les écueils ou accoster la berge... Il n'est pas de crise sans banquiers ou sans ministres des Finances, pas de grèves sans syndicats, pas de courants de pensée sans écrivains. Inversement, l'histoire politique, celle des erreurs et des réussites des gouvernements, celle des partis, celle des révolutions et des coups d'État est plutôt du côté des acteurs ; elle met l'accent sur les décisions qui ont infléchi le cours des choses, changé la situation. L'exemple ultime de cette histoire faite du côté des « décideurs », comme l'on dit aujourd'hui, est l'histoire militaire : on connaît la réponse célèbre de Joffre à qui l'on demandait s'il pensait avoir gagné la bataille de la Marne : « Je ne sais pas qui l'a gagnée, mais je sais très bien qui l'aurait perdue ! »

Ce va-et-vient entre la force des choses et la responsabilité des acteurs entraîne, me semble-t-il, des conséquences politiques. Dans une conférence célèbre de 1907, Seignobos a développé cet argument pour justifier l'enseignement de l'histoire dans le secondaire comme instrument d'éducation politique. Pour ce républicain cévenol, dreyfusard, l'histoire développe une attitude de progrès, aussi éloignée du conservatisme que des utopies révolutionnaires :

« L'homme instruit par l'histoire a vu dans le passé un si grand nombre de transformations, et même de révolutions, qu'il ne s'effare plus quand il en voit une dans le présent. Il a vu plusieurs sociétés subir des changements profonds, de ceux que les gens compétents déclaraient

raient mortels, et qui ne s'en portent pas plus mal.

Cela suffit pour le guérir de la peur du changement et du conservatisme opiniâtre à la façon des tories anglais.

... L'étude des transformations nous affranchit de deux sentiments inverses, mais également dangereux pour l'activité. L'un est l'impression qu'un individu est impuissant à remuer cette masse énorme d'hommes qui forment une société : c'est un sentiment d'impuissance qui mène au découragement et à l'inaction. L'autre est l'impression que la masse humaine évolue toute seule, que le progrès est inévitable : d'où sort la conclusion que l'individu n'a pas besoin de s'en occuper ; le résultat est le quiétisme social et l'inaction.

Au contraire, l'homme instruit par l'histoire sait que la société peut être transformée par l'opinion, que l'opinion ne se modifiera pas toute seule et qu'un seul individu est impuissant à la changer. Mais il sait que plusieurs hommes, opérant ensemble dans le même sens, peuvent modifier l'opinion. Cette connaissance lui donne le sentiment de son pouvoir, la conscience de son devoir et la règle de son activité, qui est d'aider à la transformation de la société dans le sens qu'il regarde comme le plus avantageux. Elle lui enseigne le procédé le plus efficace, qui est de s'entendre avec d'autres hommes animés des mêmes intentions pour travailler de concert à transformer l'opinion<sup>1</sup> ».

L'argumentation de Seignobos se heurte à des contre-exemples. Il s'en faut que les historiens soient tous des réformistes. Certains convoquent l'histoire à l'appui de la tradition au nom des leçons de l'expérience. Ainsi Jacques Bainville. Inversement, les communistes ont cherché dans l'histoire une école de lutte des classes et des exemples de société nouvelle accouchée dans la révolution violente. Il me semble pourtant, que, dans ces familles politiques opposées, les historiens ont conservé une certaine mesure. Dans le camp traditionaliste, ils ont moins que d'autres rêvé du retour au passé : l'histoire

ne remonte pas son cours ; en ce sens, les historiens conservateurs ne peuvent être totalement réactionnaires. Dans le camp révolutionnaire, ils ont conservé mieux que d'autres, plus volontaristes, le sens du possible, celui des forces et des conditions indispensables au succès de tout mouvement, et celui enfin des continuités qui suturent toutes les déchirures. Il reste que, dans l'ensemble, l'histoire me semble par elle-même simultanément préparer au changement qui est son objet, sa trame et son essence, mais aussi rendre conscient des contraintes qui enserrent toute action politique. Deux limites qui définissent l'espace, largement ouvert, du réformisme. L'histoire conduit ainsi à refuser la fatalité sans croire pour autant que la volonté politique suffise pour surmonter les obstacles. Mieux que d'autres, l'historien sait qu'on ne commande aux pesanteurs historiques qu'en leur obéissant, et qu'il n'est pas de progrès dans la société qui ne passe par des compromis.

#### ○ HISTOIRE ET CONSTRUCTION DE L'HISTORIEN

L'histoire est cependant beaucoup plus qu'une école de civisme républicain. Elle contribue à modeler l'historien qui la fait. Michelet l'a dit, dans une préface souvent citée :

« L'histoire, dans le progrès du temps, fait l'historien bien plus qu'elle n'est faite par lui. Mon livre m'a créé. C'est moi qui fus son œuvre. Ce fils a fait son père ... Si nous nous ressemblons, c'est bien. Les traits qu'il a de moi sont en grande partie ceux que je lui devais, que j'ai tenus de lui<sup>2</sup> ».

Mais, une fois posée cette affirmation forte, il reste à comprendre comment, par quelles démarches, la pratique du métier façonne la personnalité. Je tenterai de

1. Charles Seignobos, *L'enseignement de l'histoire comme instrument d'éducation politique*, cité par Antoine Prost, *Douze leçons sur l'histoire*, Paris, Le Seuil, 1996, p. 296-297.

2. Préface de *Histoire de France*, éd. de 1869, dans J. Ehrard, G. Palmade, *L'histoire*, Paris, Armand Colin, 1964, p. 265.

l'expliquer en suivant deux lignes complémentaires.

*L'universel*

Chaque fois que l'historien aborde un nouveau sujet, il est obligé, pour le faire, de le re-penser à la première personne. Il lui faut revivre, en se mettant à leur place, ce que les hommes qu'il étudie ont vécu, senti, pensé. Accumulant les indices, il met en quelque sorte ses pas dans leurs pas ; il reconstitue leur façon de vivre, leur logement, leur vêtement, leur nourriture, leur travail, les objets dont ils se servaient, ce qu'ils échangeaient ; il reconstitue leur univers mental, leur perception du monde, leurs désirs, leurs aspirations, leur religion, etc. C'est une sorte d'expérience par traces interposées.

J'ai ainsi vibré avec Mauriac et Bernanos devant le drame de la guerre civile espagnole, et j'ai accueilli en France les chorales basques, porte-parole des catholiques du *Frente popular*. J'ai été ouvrier dans les usines occupées en 1936 ; j'ai dormi à côté des machines énormes, pour une fois silencieuses et amicales, mais aussi par terre, à côté des canapés des grands magasins, avec les vendeuses en grève. J'ai défilé le 14 juillet 1936 dans l'euphorie partagée. J'ai été poilu dans les tranchées de 1916 ; j'ai subi les bombardements dans les trous d'obus de Verdun, et j'ai attendu à longueur de nuit, à la fois hébété, tendu et angoissé, l'arrivée imminente de la prochaine salve de marmites. J'entends encore des camarades blessés agoniser entre les lignes. J'ai connu aussi l'immense soulagement d'être vivant, au retour des lignes, de se laver, de bien manger et de dormir. J'ai été domestique au début du siècle dans une grande ferme en Beauce, où l'on attendait que le maître ait ouvert son couteau pour commencer à manger à la table commune, tandis que les femmes servaient ; mais j'ai été aussi petit propriétaire en Limousin, habitant une ferme au sol battu, trempant la même

soupe chaque jour avec une couenne de lard, travaillant dur pour rembourser l'emprunt contracté pour agrandir de quelques dizaines d'ares mon bien. J'ai été mineur au moment de la catastrophe de Courrières (1906) et j'ai connu d'abord les wagonnets à pousser, puis le front de taille ; j'ai habité le coron, et quand j'étais gamin, j'ai tendu des fils de fer en travers de la rue pour faire tomber les chevaux des troupes appelées pour réprimer la grève. J'étais aux côtés de Jules Ferry, quand il bataillait à la Chambre pour faire adopter les grandes lois scolaires de 1881 et 1882 et j'ai préparé, avec lui, ses discours. J'étais aussi, il est vrai, au Sénat, à côté de Jules Simon qui les combattait, et même aux côtés de Mgr Freppel, à la Chambre, l'adversaire principal du ministre. Mais j'ai aussi fait classe dans une école de village, où l'on avait 15-16 degrés l'hiver, et où il fallait tout faire. J'ai été régent de collège sous le Second Empire, exposant les règles de la grammaire latine dans Lhomond, corrigeant les thèmes, les versions et les discours latins... J'ai connu la débâcle et l'Occupation ; j'ai applaudi le maréchal Pétain en 1941 dans les rues de Clermont ou de Moulins ; mais j'ai aussi vécu dans la clandestinité et le maquis, et j'ai pris le pouvoir dans les usines libérées...

J'ai eu ainsi la chance, grâce à l'histoire, de vivre plusieurs vies, et de faire une expérience multiforme. J'ai fréquenté les hommes les plus divers, et j'ai vécu, avec eux, les situations les plus variées. En imagination, il est vrai, et en pensée : Collingwood, un professeur de philosophie d'Oxford qui écrivit aussi un volume de la *Cambridge Ancient History of England*, l'a dit, avant moi et mieux que moi : l'histoire, ce sont *experiences to be lived through in his own mind*, des expériences à vivre jusqu'au bout dans sa tête.

Cette expérience d'une prodigieuse richesse mobilise et développe plusieurs attitudes. Elle suppose un travail d'imagination, et une sympathie curieuse et atten-

tive, qui se laisse en quelque sorte guider par les sujets eux-mêmes. Mais l'historien n'est pas un romancier, et il ne laisse pas son imagination travailler librement. Il ne lui suffit pas d'imaginer les hommes dans les situations qu'il étudie, il lui faut vérifier que ce qu'il imagine est exact, et trouver dans la documentation des traces, des indices, des preuves qui confirment ses dires. L'histoire est imagination et contrôle de l'imagination par l'érudition. Elle est à la fois sympathie et vigilance.

#### *Le personnel*

En faisant ainsi l'expérience d'autres vies, dans d'autres conditions, l'historien découvre enfin quel homme il est. Citons, sur ce point, une fois encore Collingwood :

« En re-pensant ce que quelqu'un d'autre a pensé, l'historien le pense lui-même. En connaissant que quelqu'un d'autre l'a pensé, il connaît que lui-même il est capable de le penser. Et découvrir ce qu'il est capable de faire, c'est découvrir quelle sorte d'homme il est. S'il est capable de les comprendre en les re-pensant les pensées de très nombreuses sortes différentes d'hommes, il s'ensuit qu'il doit être un grand nombre de sortes d'hommes. Il doit être, en fait, un microcosme de toute l'histoire qu'il peut connaître. Sa propre connaissance de soi-même est donc simultanément la connaissance du monde des affaires humaines<sup>1</sup> ».

Mais découvrir ainsi combien d'hommes différents on aurait pu être tout en restant soi-même est une expérience paradoxale. Elle permet de mesurer à quel point l'homme dépend de conditions historiques concrètes : il n'existe qu'ici et là, en un temps donné, dans des sociétés déterminées. Ce que les philosophes ont analysé depuis longtemps : l'homme comme être-au-monde. Mais j'ajouterais : comme être-au-temps. Je retrouve ici, mais en un sens différent, le thème sur lequel j'ai commencé ce cours. L'histoire renvoie l'histo-

rien à l'historicité de la condition humaine et à la sienne propre.

Il découvre alors qu'il est engagé. Pris dans l'histoire, défini par elle, il ne peut lui échapper. Ou bien il choisit de s'en désintéresser : c'est laisser les autres infléchir le devenir collectif dans lequel il est pris, mais ce retrait est lui-même un choix, l'exercice d'une responsabilité. Ou bien il refuse la position de celui qui subit, et il tente d'orienter par une action modeste, certes, mais cohérente, sur un temps long, le devenir de la société. C'est le choix de l'engagement, qui implique d'accepter les solidarités et les contraintes d'une action collective.

Fondé dans la pratique de l'histoire, l'engagement élargit l'expérience historique de l'historien et lui permet en retour d'approfondir sa compréhension de l'histoire qu'il écrit. Il lui fait comprendre du dedans les logiques de l'action collective. Les difficultés et les échecs, comme les succès, de l'action qu'il mène avec d'autres lui apprennent les ruses et les détours de l'histoire, ainsi que le rôle du temps : ce qui paraît juste et nécessaire triomphe rarement sans délai. Il mesure les pesanteurs de l'opinion, les résistances des habitudes, la dureté des intérêts affrontés. Il comprend la nécessité de laisser du temps au temps et d'attendre le moment opportun.

Mais l'engagement comporte des risques contre lesquels l'histoire demeure le meilleur antidote. L'homme engagé, fût-il un historien, risque en effet de se perdre dans ses engagements, de devenir prisonnier des multiples liens par lesquels il s'est assumé comme être-au-monde, comme être historique. Le retour à l'histoire comme pratique intellectuelle est, pour lui, une façon de rester conscient de la relativité de son propre engagement. L'engagement connaît des temps forts, vécus dans la chaleur de la passion. L'histoire est une façon de garder la tête froide. C'est un moment de connaissance, d'éluci-

1. Robin George Collingwood, *An Autobiography*, Oxford, Oxford University Press, 1939, p. 114-115.

dation, de prise de distance ; elle est raison. C'est, on l'a vu, sa grande différence avec la mémoire. On a souvent dit qu'il fallait, pour écrire l'histoire, un certain recul. C'est prendre l'effet pour la cause : l'histoire ne suppose pas une distance préalable, elle la crée. Croire qu'il suffise de laisser les années passer pour prendre du recul est se leurrer : il faut faire l'histoire de ce qui s'est passé pour créer du recul. C'est pourquoi l'histoire est indispensable à l'homme engagé.

L'histoire me permet de comprendre les problèmes de tous ordres dans lesquels je vis, car vivre est toujours vivre des problèmes : l'histoire nous l'enseigne, qui ne nous montre jamais d'hommes ou de sociétés sans problèmes. Ce que l'on signifie parfois en disant : « Les gens heureux n'ont pas d'histoire. » L'histoire permet de comprendre ces problèmes comme le jeu croisé de contraintes qui nous dépassent et de responsabilités, de choix qui nous incombent. Elle nous évite d'être submergés par le vécu contemporain, puisqu'en le comprenant, nous l'expliquons et, d'une certaine façon, nous en restons maîtres.

De ce point de vue, l'histoire est davantage que la formation du citoyen. Elle est construction, sans cesse inachevée, de l'humanité dans chaque homme.

Assurément, on pourrait dire la même chose de toute discipline réflexive : de la

philosophie, de la sociologie, de l'anthropologie, et peut-être plus encore de la littérature. L'histoire, pourtant, apporte quelque chose de plus que ces démarches : elle est de l'ordre de la dynamique, du mouvement, de l'évolution.

Parce que l'homme est un être historique, parce que son historicité est constitutive de sa personne, il ne peut se construire lui-même sans un travail d'histoire. On dit souvent que tant qu'il y aura des hommes il y aura de l'histoire, et l'on entend par là désigner comme un mythe l'idée d'une fin de l'histoire. Mais ce lieu commun mérite d'être retourné : tant qu'il y aura de l'histoire, il y aura des hommes. L'histoire est travail pour humaniser l'humanité en chacun et en tous. Travail sans cesse recommencé et sans cesse nécessaire ; travail sans cesse repris sur de nouvelles bases, à partir de questions neuves. Mais travail sans lequel cette réalité fragile et émouvante que sont les hommes en société est guettée par une barbarie toujours possible.

□

---

*Professeur émérite à l'université Paris I-Panthéon-Sorbonne, Antoine Prost est membre du comité de rédaction de Vingtième Siècle. Revue d'histoire. Le texte qu'on vient de lire est la suite logique de ses Douze Leçons sur l'histoire (Paris, Le Seuil, 1996).*